HAL
open science

Réalité de la pénétration islamique

Gérald Arboit

To cite this version:

Gérald Arboit. Réalité de la pénétration islamique. Confluences Méditerranée , 1994, n°13, pp.113-124. hal-00824341

HAL Id: hal-00824341

https://hal.science/hal-00824341

Submitted on 22 May 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Réalité de la pénétration islamique

Gérald Arboit

Fin novembre 1990, la Bosnie-Herzégovine portait au pouvoir le Parti d'Action Démocratique (SDA) et confiait sa destinée à un "ancien jeune Musulman", Alija Izetbegovic. Les propagandistes pan-serbes ressortirent un texte vieux de vingt ans, la Déclaration Islamique, et soulignèrent le danger de la création d'une république islamique en Europe. De son côté, le premier président bosniaque ne négligeait pas le fait islamique. Il situait le conflit dans la perspective d'un élargissement où les Etats musulmans auraient leur place et joueraient leur rôle. C'était là son idée depuis longtemps. De ses voyages, entre mai 1991 et mars 1992 notamment, et plus encore après le début de la guerre, en avril suivant, ressortait la volonté de sensibiliser les gouvernements de Téhéran, d'Ankara et de Riyad et l'opinion publique arabo-musulmane sur la situation de la communauté islamique de Bosnie. Izetbegovic cherchait à susciter de leur part sympathie, mais surtout solidarité et aide effective[39]. Mais le monde arabo-musulman ne se révéla pas, d'emblée, à la hauteur des espérances bosniaques. Au contraire, il sembla donner raison aux tenants du danger d'un foyer islamiste dans les Balkans.

Les opinions publiques arabo-musulmanes se mobilisèrent plus rapidement que leurs gouvernements en faveur de la

Bosnie. Il s'agissait avant tout d'une réaction épidermique contre l'Occident. L'homme de la rue du Caire, de Rabat ou de Téhéran ne pouvait admettre cette hypocrisie qui faisait que l'Occident intervienne contre les Irakiens quand le pétrole du Koweit était en jeu, et reste passif face aux Serbes. La presse entretenait largement ce sentiment. Et les mouvements de réislamisation trouvaient là une nouvelle audience. D'événement de politique internationale, la crise bosniaque devenait un enjeu de politique intérieure. Dès le premier mois de la guerre, en Egypte, les Frères musulmans stigmatisèrent l'attitude du président Moubarak, le petit doigt sur la couture du pantalon pour suivre les Américains contre Saddam Hussein et d'une passivité totale du moment qu'il s'agissait d'intervenir pour les "Frères" de Bosnie. L'Arabie saoudite était aussi visée par les islamistes, au point que son gouvernement dut critiquer l'attitude américaine lors des bombardements sur l'Irak en janvier 1993.

Face à cette attaque contre ce que certains musulmans appelaient encore le Dar-al-Islam, la mobilisation générale fut proclamée. Des groupes de militants islamistes furent recrutés, souvent par voix de presse, au Soudan. au Pakistan, en Egypte, en Algérie, au Maroc. dans les Territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, au Liban, en Iran et même en Turquie. Ils gagnèrent d'abord les camps d'entraînement du Soudan. Beaucoup étaient des "Afghans", ces combattants musulmans qui s'étaient battus contre les Soviétiques en Afghanistan, et se trouvaient, depuis 1988, en rupture de guerre et de société. Ils "naviguaient" à travers les mouvances les plus dures des mouvements islamistes. Jusqu'à ce que la guerre en Bosnie leur donne une nouvelle croisade islamique à mener. Leur mort serait célébrée au pays comme celle d'un nouveau martyr de l'islam... D'autres avaient abandonné leur confort pour aller faire le coup de feu au côté des "frères» de Bosnie.

Ces combattants furent envoyés dans les zones de combats par plusieurs voies, dont celle du "couloir musulman", à travers la Turquie. la Bulgarie, la Grèce, la Macédoine, l'Albanie, le Kosovo, le Sandjak serbe et le Nord du Monténégro. Les réseaux islamistes radicaux d'Allemagne et d'Autriche y pourvurent_[40]. Les moudjahidines venaient en ex-Yougoslavie pour engager le *djihad* contre l'oppresseur serbe, contre l'oppresseur chrétien. Ils se virent intégrés à l'armée

bosniaque ou se constituèrent en bandes de mercenaires incontrôlés. Ils furent de tous les combats, sur tous les fronts: à Sarajevo contre les Serbes, à Mostar contre les Croates, à Miglaj contre les deux. Cette guerre parut bien fade à beaucoup, comparée à celle qu'ils avaient menée en Afghanistan.

Rapidement, les autorités bosniaques virent dans ces combattants de l'islam une source d'embarras. Les Serbes faisaient de leur présence un argument pour leur propagande. Propagande trouvant de l'écho en Europe occidentale où l'on craignait l'instauration d'une république musulmane. En août 1992, des incidents éclatèrent à ce propos avec les milices croates de Visoko et de Zenica: une grande bannière ornée d'une inscription coranique et un gigantesque portrait d'Hekmatyar_[41] avaient été déployés au-dessus de leur quartier général. Leurs excès furent tolérés, mais le président Izetbegovic cacha de moins en moins son malaise, soulignant que les Bosniaques avaient besoin d'armes et non de combattants.

L'assassinat, en janvier 1994, d'un "humanitaire" anglais fit déborder une coupe déjà trop pleine_[42]. Les espoirs de paix que suscitèrent l'ultimatum de l'Otan et la réconciliation au sein d'une confédération des Croates et des Musulmans, finirent de convaincre. Les moudjahidines devinrent encombrants: et, avec eux, leurs appuis au sein du SDA. Une purge fut menée dans le parti, les "phalanges arabo-musulmanes" furent désarmés dans la plupart des cas et le troisième corps de l'armée bosniaque nettoyé et professionnalisé. Seule la 7e Brigade gardait sa composante islamique, mais ses rangs étaient composés uniquement de Bosniaques musulmans pratiquants. Les crimes des combattants arabo-musulmans ne restèrent plus impunis. Les contrôles de polices se firent plus nombreux et les arrestations se multiplièrent comme après la profanation, en mars 1994 d'un cimetière catholique à Zenica_[43].

Dans cette logique de paix qui semblait bercer la Bosnie-Herzégovine dans les premiers jours du printemps 1994, les combattants musulmans gênaient aussi du fait du discours qu'ils véhiculaient. Jusqu'à présent, ils avaient été acceptés en partie en raison du soutien de leurs gouvernements à la cause bosniaque. Il fut rarement question de leur contribution militaire à l'effort de guerre. Leur présence était plutôt

symbolique. Mais dans la perspective d'un apaisement de la situation, elle risquait de devenir une entrave. Elle donnait en effet le visage d'une expansion du radicalisme islamique en Europe. Nombre d'entre eux étaient là pour permettre la constitution d'un "califat balkanique" en montrant le *qudwa* (bon exemple)[44], et en agissant comme des missionnaires. Certains n'hésitaient pas à inciter les Bosniaques à se méfier des organisations caritatives occidentales, sous prétexte qu'elles voulaient "christianiser les enfants bosniaques qui tombent entre leur mains". Dans les quartiers où ils s'étaient installés, à Sarajevo comme à Zenica, des écoles coraniques avaient vu le jour, les mosquées s'étaient remplies, les hommes s'étaient laissés pousser la barbe et les femmes avaient pris le hidjab. A Zenica où ils étaient cantonnés, les moudjahidines étaient contestés par la population. Les Bosniaques supportaient mal de les voir troubler les bains de leur filles dans la rivière Bosna, agresser les clients des bars où l'on servait de l'alcool et la minorité croate... Mais ces exactions restaient des cas isolés. Il fut rapidement mis fin à leurs débordements. Le SDA comme les autorités musulmanes bosniaques, y veillèrent. Au cours de l'été 1994, le reis al-uléma Mustafa Ceric prononça depuis Sarajevo une *fatwa* invitant ses coreligionnaires à rejeter les rites étrangers venus d'Arabie et d'Iran_[45]. Ainsi, bien avant la reprise en main par le gouvernement bosniaque, quelques combattants musulmans s'en étaient retournés au Pakistan, déçus par la méfiance des Bosniaques envers ces "frères" d'un autre âge un peu trop zélés à les défendre, et leur manque de religiosité.

L'activité missionnaire n'était pas uniquement le fait des moudjahidins. Certaines organisations humanitaires jouaient également ce rôle. Les Frères musulmans avaient alloué à l'association qu'ils contrôlaient, une agence égyptienne dépendant du syndicat des médecins, quelque quatre millions de dollars, recueillis à travers le monde arabe_[46]. Le Parti islamique turc de la Prospérité, grand vainqueur des élections municipales de mars 1994, réunit près de deux millions de dollars pour la Bosnie_[47]. Fin juillet 1994, un Centre islamique des Balkans vit le jour à Zenica. Financé par le Comité koweitien pour la Bosnie-Herzégovine, "organisation pour la renaissance de la tradition islamique", il avait pour objectif d'_uvrer en faveur de la réislamisation des musulmans bosniaques. Son secrétaire, un Palestinien islamiste, Abou

Mohammed, ne s'en cachait pas: "Ce qui arrive aux gens de ce pays vient du fait qu'ils ont tourné le dos à la religion. La guerre leur donne de bonnes raisons de revenir à l'islam"_[48].

Téhéran cherchait aussi à s'implanter en Asie centrale. Elle ne pouvait rester insensible aux malheurs du peuple bosniaque. Aussi son aide humanitaire se doubla d'un volet religieux. Des "attachés culturels" vinrent en Bosnie, délégués par le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique. La coordination des opérations était assurée par un département spécial du ministère des Affaires étrangères iranien, dirigé par le jeune frère du président Hachemi Rafsandjani et par les Gardiens de la Révolution_[49]. Ces prédicateurs furent mal acceptés par les imams saoudiens. Il était vrai qu'ils venaient prêcher la doctrine chiite.

Mais la plus active des organisations humanitaires islamiques étrangères en Bosnie était sans conteste l'Association islamique mondiale de Secours, financée par l'Arabie saoudite. En plus d'envois de vivres et de médicaments, elle gérait plusieurs dizaines de camps où affluaient en grand nombre les réfugiés bosniaques. Quelque huit cents prédicateurs opéraient en Bosnie-Herzégovine au nom de cet organisme en novembre 1992.[50] Ils avaient pour mission de former les imams locaux, d'enseigner l'arabe, de distribuer des corans et des livres d'exégèse. Cela ressemblait à une opération de réislamisation, mais l'Association prétendait qu'il ne s'agissait que d'aider les réfugiés bosniaques à résister à l'assimilation dont ils seraient "menacés" dans les pays européens.

Ces sociétés de secours paragouvernementales arabes avaient pourtant une réelle activité humanitaire. L'argent collecté dans le monde arabo-musulman par les mouvements de réislamisation ou par les gouvernements, était distribué aux orphelins bosniaques, "fils de martyrs", à raison de quelque cinquante marks par mois. Les Saoudiens l'utilisaient également pour rétribuer les médecins des hôpitaux de la région; ils touchaient mensuellement, selon qu'ils étaient généralistes ou spécialistes, de cinquante à cent marks_[51].

"*Ces organisations ont une philosophie tout à fait différente de la nôtre. Cela relève de l'action charitable telle qu'elle est pratiquée dans les pays musulmans, où l'on aime distribuer soi-même l'aide que l'on apporte. La plupart de ces agences humanitaires islamiques ont une solide base financière, mais*

pas beaucoup d'expérience.[52]"

La Marhamat (charité), une organisation humanitaire bosniaque dirigée par le docteur Izet Hozo, y collaborait aussi. S'abritant derrière ces largesses, le monde musulman pouvait à loisir critiquer vertement ce qu'il appelait "l'inertie de l'Occident". Mais cette satisfaction n'était pas du goût des Bosniaques. Ils jugeaient cette aide trop peu importante. En 1992, selon le vice-président Ganic, elle ne s'élevait pas au-dessus de la centaine de millions de dollars[53]. Fin juillet 1994, un officier de la Forpronu estimait que, depuis le début de l'année, "plus de 2,5 millions de DM en liquide [avaient] transité par le pont aérien, (...), convoyés tout à fait ouvertement par des émissaires venus d'Iran, d'Arabie Saoudite ou du Pakistan.[54]"

Pour répondre à la mobilisation des opinions publiques, les gouvernements avaient d'abord cru pouvoir se retrancher derrière l'aide humanitaire. Mais les exactions serbes, et bientôt croates, contre les Musulmans montrèrent, comme en Occident, les limites de cette aide. Hassan II, passionné de géopolitique, laissait entendre à ses visiteurs que la situation en Bosnie n'était qu'un simple "lever de rideau." Les Etats arabo-musulmans tentèrent de développer un discours cohérent, mais beaucoup se retrouvèrent coincés entre les exigences de politique intérieure et celle de la diplomatie.

Aussi ces pays ne parvinrent pas à mettre en place une politique commune, réagissant lentement à la déclaration d'indépendance de la Bosnie-Herzégovine. Si la Turquie et l'Iran reconnurent dés janvier 1992 le nouvel Etat, tous ne réagirent pas avec la même promptitude. Ainsi le Maroc, la Tunisie et l'Algérie s'exécutèrent fin avril 1992, Barhein en mai, le Koweit et Oman en juin, l'Egypte le 21 avril 1993 ou les Emirats Arabes Unis le ler août suivant.

La Turquie fut prompte à réagir. La guerre du Golfe lui avait donné un rôle au Proche-Orient que l'on ne lui connaissait plus depuis les traités de Sèvres et de Lausanne. Ce fut donc tout naturellement qu'elle se tourna vers l'ex-Yougoslavie. A plusieurs reprises. Alija Izetbegovic fut reçu à Ankara. L'Arabie saoudite déployait également une grande activité sur le plan diplomatique en faveur de la Bosnie-Herzégovine. Selon un des proches du roi Fahd "*jamais depuis la guerre du Golfe, le souverain wahhabite ne s'était autant mobilisé pour une*

cause.[55]" Tous les relais saoudiens furent mis à contribution. D'abord, les liens personnels. Dès le début de juin 1992, le roi intervint énergiquement auprès du président Bush et surtout auprès de son vieil ami Boutros-Ghali. L'attitude du secrétaire général des Nations-Unies était très critiqué par les éditorialistes saoudiens.

Lorsque le vainqueur de Saddam Hussein quitta la Maison-Blanche, il laissa la place à un Clinton qui déclara que les Etats-Unis n'avaient pas d'intérêt stratégique à défendre en Bosnie. Mais le processus de paix enclenché au Moyen-Orient, le royaume wahhabite était une pièce maîtresse. Warren Christopher, le nouveau Secrétaire d'Etat le savait. Et ce ne fut qu'au prix d'âpres négociations que l'Arabie saoudite put faire changer d'avis le président américain. Des responsables saoudiens admirent en privé qu'il existait une relation de cause à effet entre l'annonce publique par l'Arabie Saoudite de l'achat d'avions Boeing américains et la prise de position des Etats-Unis soutenant les musulmans de Bosnie.

La Turquie et l'Arabie Saoudite se montrèrent très actives pour mobiliser les gouvernements au sein de l'Organisation de la conférence islamique, OCI. Maintes fois, par le passé, elle avait fait la preuve de ses divisions qui n'avaient d'égales que celles de la Ligue arabe. Si la condamnation de l'agression allait de soi, un consensus ne fut pas chose aisée à dégager, tant les membres étaient divisés entre interventionnistes. qui reflétaient l'opinion publique musulmane, et légalistes, qui se contentaient de réclamer l'application des résolutions du Conseil de sécurité des Nations-Unies. La position saoudienne n'était d'ailleurs pas claire. Le prince Turki, directeur des Affaires occidentales au ministère des Affaires étrangères, estimait que la guerre de Bosnie concernait "*avant tout l'Europe.*[56]" Première réunion sur la Yougoslavie, premier succès pour la diplomatie saoudienne fin mai 1992. Les quarante-six pays membres s'accordaient pour rappeler leurs ambassadeurs à Belgrade afin "de protester contre l'agression contre la Bosnie-Herzégovine perpétrée par des extrémistes serbes appuyés par des forces fédérales yougoslaves.[57]" Ils s'accordaient également pour projeter d'investir, à l'issue du conflit, en Bosnie, sept milliards de dollars sur cinq ans pour reconstruire le pays. La Banque islamique de développement (BID) institution financière puissante établie à Jeddah et présente en Europe, aux Etats Unis et, naturellement, dans

l'ensemble de l'Umma, se vit confier ce dossier. En juin 1993, un projet de déclaration spéciale sur la violation des droits des Musulmans en Bosnie fut présenté par l'OCI à la conférence des droits de l'Homme, organisée à Vienne sous l'égide des Nations Unies.

Mais le monde arabo-musulman semblait incapable de s'entendre sur une ligne politique cohérente, comme ce fut le cas à Istanbul en juin 1992 quand le ministre bosniaque des Affaires étrangères, Haris Silajdzic, demanda de mettre un terme aux "sollicitations contradictoires" du monde arabo-musulman. La proposition d'envoyer des troupes en Bosnie au sein de la Force de Protection des Nations Unies, le 12 juillet 1993, lors du sommet d'Islamabad, ne fit pas l'unanimité. Des pays qui avaient fait cette proposition à titre individuel, comme la Tunisie, se prononcèrent contre; seuls sept pays exprimèrent la volonté de s'engager militairement. Téhéran proposa de fournir le plus gros contingent. Sur les dix-huit mille hommes envisagés, l'Iran voulut en fournir dix mille. La démarche iranienne était sans nul doute responsable du résultat de cette démarche. Pour ne pas se quitter sur un constat d'échec, il fut toutefois décidé d'envoyer une délégation en Occident expliquer la position du monde islamique.

Le rôle de l'OCI ne fut pas négligeable dans l'accord croato-bosniaque de mars 1994. Avant la reprise des pourparlers de paix, deux mois auparavant, le groupe de contact réunissant le Pakistan, l'Iran, la Turquie, le Sénégal, l'Egypte et l'Arabie saoudite se réunit à Genève. Mi-mai, une session extraordinaire des cinquante-cinq membres rappela leur exigence, stigmatisant l'étroitesse d'esprit dont faisaient montre ceux qui maintenaient les pays islamiques en dehors des négociations. Le communiqué final mettait en garde contre toute velléité de retrait des casques bleus. Bien que Paris n'ait pas été visé, une telle menace venait d'être brandie par la France. Les ministres des Affaires étrangères arabo-musulmans réclamait une analyse attentive du départ du contingent français, s'il n'était pas compensé et rappelèrent que leurs Etats étaient prêts à fournir des soldats. La ténacité des pays de l'OCI venait d'être couronnée de succès. Le 23 mars précédent, le secrétaire général de l'Onu avait autorisé le contingent turc qui s'entraînait en Thrace depuis le début de l'année, à intervenir dans le cadre de la Forpronu.

Outre l'appui humanitaire et diplomatique, le monde arabo-

musulman entendait fournir à la Bosnie un appui militaire. Il fut répondu avec plus ou moins d'empressement aux appels du gouvernement du président Izetbegovic pour obtenir du matériel militaire. La Turquie se contenta de proposer de former l'armée bosniaque et envoya des conseillers militaires. Cet Etat était trop impliqué dans le système occidental pour violer l'embargo des Nations-Unies. Les pays de l'OCI ne souhaitaient pas davantage, ou ne pouvaient pas, pour la plupart, agir en contradiction avec les principes du droit international. L'Arabie saoudite fournit toutefois, entre avril 1992 et avril 1994, pour trente-cinq millions de dollars d'armes aux forces Musulmanes[58]. Mais ils entendaient agir dans le sens qu'attendaient les Bosniaques. Ils ne cessaient de répéter que leur seule ressource était, malgré la faiblesse de leurs moyens, d'acheter leur armement sur le marché mondial. Aussi, à de multiples reprises. les ministres des Affaires étrangères de l'OCI réclamèrent la levée de l'embargo sur les ventes d'armes à la Bosnie. En novembre 1993, au sommet de Jeddah, ils répétèrent cette demande:

"*La justice exige que le gouvernement de la République de Bosnie-Herzégovine ait la possibilité d'obtenir les armes dont elle a besoin pour exercer son droit légitime d'autodéfense.*[59]"

La tournure des événements en Bosnie, au cours du printemps 1994. poussa le président américain à annoncer, le 12 août, la levée de l'embargo sur les armes si une solution n'était pas trouvée pour le 15 octobre suivant. Pour Bill Clinton, il s'agissait plus de se mettre en phase avec son Congrès. qui avait voté cette levée le 8 juin, que de satisfaire le monde islamique. Les spécialistes, à l'instar du président de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants, Lee Hamilton, étaient convaincus que Washington n'entendait pas faire suivre d'effets cette déclaration présidentielle car les contingents français et britanniques se désengageraient de l'ex-Yougoslavie dès la levée de l'embargo. Et les Occidentaux ne tenaient pas à voir se renforcer les troupes musulmanes déjà présentes dans le cadre de la Force de Protection des Nations-Unies, turques, pakistanaises, jordaniennes et bengalis. Le 10 novembre 1994, le président Clinton déclarait que les troupes américaines ne participeraient plus aux opérations de maintien du blocus sur les armes.

Le double jeu de certains pays

L' embargo n'était d'ailleurs pas très imperméable. L'Iran en savait quelque chose. Ses armes comme son aide humanitaire, transitaient par la Slovénie et la Croatie. Du Soudan où elles étaient transférées dans des appareils d'une compagnie est-européenne, elles gagnaient ces pays d'où, à bord d'hélicoptères, elles étaient acheminées vers la Bosnie. Des intérêts arabes anonymes, libanais ou jordaniens, par l'intermédiaire d'agents européens, se firent les complices de Téhéran. Et, bien souvent, elles étaient interceptées dès leur débarquement à l'aéroport de Zagreb pour aller équiper l'armée croate. D'autres fois, les autorités locales devaient les saisir pour ne pas s'aliéner les Nations-Unies. Ce fut le cas le 4 septembre 1992 lorsque. prévenues par le CIA, elles trouvèrent dans un Boeing 747 d'Iran Air, en plus de l'aide humanitaire destinée à Sarajevo, des lance-grenades antichars, des fusils d'assaut et leurs munitions. Cette prise eut pour conséquence de rendre systématique le contrôle, par les douaniers des Nations-Unies, des avions de la compagnie nationale iranienne. Début mai 1994, un nouveau Boeing 747 se posa à Zagreb avec quarante conteneurs d'"aide humanitaire" iranienne, à savoir des explosifs, des détonateurs, des pièces de mortier et des munitions. Un tiers des armes était destiné à la Croatie. L'ambassade d'Iran à Zagreb démentit l'information. Les circuits clandestins privilégiés étaient en fait plus tortueux. La route qui se révéla la plus sûre fut celle du "couloir musulman». Ainsi les Bosniaques purent-ils obtenir des fusils d'assaut brésiliens, du matériel antichar chilien et ex-soviétique qui leur permirent de lancer leur offensive de l'hiver 1994. On estime que l'Iran fournit pour près de deux cents millions de dollars d'armement aux Musulmans de Bosnie[60].

Parallèlement à cette aide militaire en direction de la Bosnie, le régime de Téhéran avait une activité de contrebande avec la Serbie. Le 2 décembre 1992 lors de la conférence de l'OCI, un conseiller du président Izetbegovic affirma que l'Iran maintenait ses livraisons de pétrole. Les Iraniens s'en

défendirent, prétextant qu'ils ne pouvaient contrôler la destination de leur pétrole, vendu sur le marché mondial. En fait, il s'agissait là d'une politique délibérée. L'Iran est un pays ruiné. Les conditions de production draconiennes, imposées par l'OPEP, ne lui permettaient pas de reconstruire son économie, d'où son non-respect de l'embargo envers l'ex-Yougoslavie.

Le pétrole fut d'abord acheminé, de Bandar Abbas et de Kharg à Suez, par des négociants privés. Du terminal égyptien de Sidi Kreir, il gagnait les ports roumains de la mer Noire, puis la Serbie par le Danube. En mars 1994, la compagnie nationale iranienne décida de se passer d'intermédiaire et commença à entreposer son pétrole en Grèce, à Aghio Theodori près de Corinthe, aux termes d'accords passés en novembre 1993 avec une entreprise locale. Le contrat pétrolier proposé par Téhéran à la Serbie était particulièrement séduisant. Belgrade se voyait garantir un approvisionnement à long terme, à savoir, chaque année, pendant plusieurs années, une quantité fixe de pétrole et ce pour un prix qui, inférieur à celui de l'OPEP, resterait invariable jusqu'à la fin du contrat. En échange, les Iraniens furent payés immédiatement 800 millions de dollars. Il s'agissait là d'une véritable trahison de la politique officielle de Téhéran[61].

D'autres pays musulmans trahissaient la solidarité musulmane pour une poignée de dollars. C'était notamment le cas de l'autre "paria" de la communauté internationale, la Libye. En novembre 1993, le ministre serbe des Affaires étrangères, Vojislav Jovanovic, se rendit à Tripoli. Il réclama le règlement des dettes contractées par l'Etat du colonel Kadhafi vis-à-vis des sociétés yougoslaves installées en Libye. Un accord fut trouvé sur la base d'un remboursement par la livraison de pétrole brut. Pour contourner l'embargo, une partie de ce précieux pétrole fut livré aux Serbes via la Grèce et la Macédoine. L'autre partie fut vendue officiellement sur le marché mondial et réglée en sous-main aux Serbes. La Libye devint en fait une des plaques tournantes du trafic international mené par Belgrade. Des entreprises serbes y recyclaient les millions de dollars provenant du pillage de la Bosnie par les milices serbes, du commerce des armes (certaines vendues à des pays musulmans, elles se retrouvaient entre les mains des Bosniaques) et de la contrebande. De cette base, les filiales serbes se répandaient à

travers le Moyen-Orient. Elles s'installaient dans les Etats arabes, anciens alliés de la Yougoslavie dans le mouvement des Non-alignés. Un des quartiers-généraux de la société Genex, héritière du cartel communiste yougoslave General Export, s'installa sur l'île de Gezireh au Caire. Ce serait d'ailleurs à partir de la capitale égyptienne que l'activité des cinq cents entreprises installées sur le pourtour de la Méditerranée était coordonnée Ainsi, alors que le monde arabo-musulman se mobilisait pour dénoncer le génocide perpétré en Bosnie, des Etats de ce même monde participaient, objectivement ou non, au financement de l'effort de guerre serbe.

La souplesse de ces Etats ne s'expliquait pas seulement par des motivations financières. Elle obéissait aussi à une analyse politique. Pourquoi tout parier sur les Bosniaques? Ces Musulmans, disait-on à Téhéran, mais aussi à Tripoli ou à Riyad étaient "contaminés par l'Europe", buvant de l'alcool, mangeant du porc, regardant les filles en minijupe et ne fréquentant plus guère les mosquées. Seules les rigueurs de la guerre avaient poussé quelques Bosniaques dans le camp de l'intégrisme. Mais les premières lueurs de paix leur faisaient rapidement jeter bas hidjab et coran. Un expert d'un service de renseignements français actif dans les Balkans affirmait que l'Iran ne s'intéresse pas aux causes perdues. Se contentant de prises de positions symboliques, les Iraniens laissaient alors le premier rôle aux Saoudiens.

L'Arabie saoudite remplissait ici un objectif de politique régionale. Elle effaçait le sentiment de malaise qui régnait à son égard depuis son appel aux troupes occidentales pour défendre son territoire face à l'Irak. Qui oserait encore remettre en cause le pouvoir de la maison al-Saoud ? Au niveau international, le royaume wahhabite montrait sa capacité à réunir derrière elle, dans une ligne modérée, la majeure partie des pays arabes et musulmans. Toutefois, son objectif de politique interieure était bien moins louable. Les Saoudiens n'étaient pas moins radicaux dans l'austérité qu'ils affichaient que les Iraniens, mais, par crainte de voir les intégristes s'attaquer un jour à leur "régime d'hypocrites", ils étaient prêts à financer toutes les organisations se réclamant de l'islamisme. Même dans cette Bosnie à la religion si tiède...

Gérard Arboit est doctorant en Histoire contemporaine à l'Université de Strasbourg_III.